

L'attaque frontale qui divise le PS de Di Rupo

La sortie de Jean-Pascal Labille demandant à Di Rupo de passer la main jette le trouble au parti

Entre ceux qui soutiennent Elio Di Rupo sans équivoque, ceux qui préfèrent se taire pour diverses raisons et ceux qui estiment que le président du PS doit passer la main, on sent comme du tirage au sein du parti.

Gros malaise au PS suite à la sortie, samedi, de Jean-Pascal Labille. Le patron de Solidarité et ancien ministre fédéral demandait à Elio Di Rupo, président du parti socialiste, de faire un pas de côté, estimant que Paul Magnette serait l'homme de la situation en vue des élections fédérales et régionales de 2019. Aussitôt, le secrétaire général de la FGTB wallonne, Thierry Bodson, se rangeait derrière Jean-Pascal Labille.

CONSIGNE DE SILENCE

L'attaque était rude et de nature à non seulement affaiblir le président de 66 ans, mais aussi à déboussoler un peu plus les militants et les électeurs du parti, et cela à peine trois semaines après un congrès qui mettait le PS en ordre de bataille pour les prochaines échéances électorales.

Et pourtant, officiellement, au PS, on parle d'un non-événement. Il s'agirait d'une réaction

toute personnelle de M. Labille et il n'y a pas lieu de s'appesantir sur le sujet...

Sans doute, sauf que Labille et Bodson, ce sont les représentants de deux des piliers historiques sur lesquels le PS s'est toujours appuyé : le syndicat

et la mutualité. Ce n'est pas anodin. Et c'est sûrement parce qu'il n'y a rien à dire que l'entourage de Di Rupo a envoyé un mail conseillant aux élus de ne pas réagir, comme l'expliquait notre confrère « Le Soir »...

Pas anodine non plus la gêne que l'on perçoit chez de nombreux mandataires socialistes que nous avons sollicités et qui, manifestement, n'avaient pas envie de nous ré-

pondre, ni dans un sens, ni dans l'autre.

Officiellement, à nouveau, ils sont une majorité à soutenir Elio Di Rupo ou, à tout le moins, à botter en touche. Au PS liégeois, les ténors ne veulent pas répondre à la question du soutien ou non au président. Selon eux, le débat doit rester interne. Les Liégeois font tout de même remarquer que Labille et Bodson ne représentent pas le PS liégeois, ils seraient même des francs tireurs.

Parmi les pointures que nous avons appelées, il y a des soutiens sans équivoque. Comme les Bruxellois Ahmed Laaouej (« Mon soutien est total à Elio Di Rupo »), Fadila Laanan (« Je soutiens Elio à 3.000 % ») ou Karine Lalieux (« Je continue de soutenir l'équipe en place aujourd'hui, même si le dialogue peut s'améliorer »). Pareil pour le Tournaisien Rudy Demotte (« Je soutiens Elio Di Rupo et pour

moi il ne doit pas passer la main maintenant »). Le député wallon de Soignies Patrick Prévot : « Je suis respectueux du vote des militants : Elio doit rester président ». Soutien sans faille aussi du Luxembourgeois Philippe Courard et, plus encore, du Braban-

çon André Mahaut. Le bourgmestre

Officiellement, au sein du PS, ils sont une majorité à soutenir Elio Di Rupo mais quelques voix remettent en cause le leadership du président

de Sambreville, Jean-Charles Luperto, comme beaucoup d'autres, parle de « l'indispensable unité du parti ».

ILS PRÉFÈRENT SE TAIRE

Viennent ensuite ceux ne veulent pas s'exprimer, comme Laurette Onkelinx. Cette dernière avait pourtant lancé un « place aux jeunes » lors de l'annonce de sa future retraite politique, en septembre dernier.

Les anciens ministres wallons Paul Magnette et Paul Furlan ont refusé de répondre.

Dans le fief montois de Di Rupo, c'est silence radio alors qu'à Frameries, le député-bourgmestre Jean-Marc Dupont dit qu'il « préfère se concentrer sur son travail ». D'autres

sont plus évasifs, comme Eric Thiébaud (Hensies). Des pointures comme Christophe Collignon, le bourgmestre de Huy, ou le député européen Marc Tarabella, évitent eux aussi de se prononcer. Ou de répondre à nos appels, comme Pierre-Yves Dermagne ou Eliane Tillieux.

Et puis il y a ceux qui sortent du bois.

Comme l'ancien ministre Christophe Lacroix. « Paul Magnette est l'homme de la situation... en 2019 », s'exclame le bourgmestre de Wanze, qui regrette toutefois la sortie de M. Labille et rappelle que Di Rupo a été élu par les militants.

Le Carolo Jean-Claude Van Cauwenbergh est plus direct : « Nous ne devons pas changer d'attelage d'ici aux élections communales de 2018, Elio Di Rupo doit rester président jusque là. » Mais après, il faudra « modifier les cadres ». Claude Klenkenberg, président du PS verviétois, est plus que mitigé. Sa position se résume dans cette phrase : « Elio Di Rupo a été élu jusqu'en 2019. Il lui appartient de réfléchir et de prendre des décisions en fonction de la situation, mais lui aussi doit se remettre en question. »

Et puis il y a le bourgmestre d'Andenne, Claude Berdekens : « Le peuple de gauche grande... La gestion de l'affaire Publifin ne passe pas auprès des militants ou auprès de proches du PS. Elio Di Rupo devrait être beaucoup plus ferme avec les Gilles, les Moreau... Toute la bande à Bonnot de Publifin est toujours là. C'est incompréhensible que le président du parti n'ait pas fait cesser de nuire cette bande. (...) Je le répète, j'entends les gens, les militants. Je n'entends pas beaucoup de propos positifs envers Elio Di Rupo. Et j'ai toujours pensé qu'après avoir été Premier ministre, il ne devait pas être chef de parti. À sa place, j'aurais préféré être ministre-président wallon. »

Ce que le bouillant bourgmestre d'Andenne nous déclare, il n'est pas le seul à le penser. Mais peu osent le dire publiquement. ●

BENOÎT JACQUEMART,
AVEC NOS RÉDACTIONS
RÉGIONALES

ÉDITO

Le plus mauvais moment

Christian Carpentier
ÉDITORIALISTE EN CHEF

La forte remise en cause de la légitimité d'Elio Di Rupo à la présidence du PS — pour ne pas dire l'exigence pure et simple de son départ — par les leaders de la mutualité socialiste et de la FGTB wallonne arrive au plus mauvais moment.

D'abord parce qu'elle torpille lourdement l'espoir de relance du parti, qui venait de procéder à un lifting doctrinal conséquent, en faisant de nouveau primer les hommes sur les idées.

Ensuite parce qu'en soutenant l'arrivée rapide de Paul Magnette dans les pantoufles du Montois, c'est sa présence à la tête de la ville de Charleroi qui se met à chanceler, à dix mois des élections communales.

Partisan du « un homme, un mandat », on imagine en effet mal le Carolo se remettre à transgresser sa propre règle en cumulant, demain, la direction de la première ville wallonne et celle du premier parti francophone qui vacille comme jamais. L'inverse décrédibiliserait irrémédiablement son propos. Le changement auquel MM. Labille et Bodson ont appelé de façon visiblement coordonnée samedi, aussi nécessaire soit-il, est trop tardif. Et il provoque finalement l'inverse de ce qu'ils espéraient. Soit Elio Di Rupo se retire et Paul Magnette risque de déstabiliser sa ville mais également d'endosser le ressac électoral historique qui se profile, au gré des affaires internes qui ne cessent de se multiplier, touchant désormais aussi Mons après Liège, Charleroi et Bruxelles. Soit il se maintient et sera un peu plus fragilisé encore à la tête d'un parti plongé ouvertement en crise interne, au leader de surcroît contesté par les dirigeants de ses soutiens et relais historiques. Ce qui serait du jamais vu !

Sans doute Jean-Pascal Labille aurait-il été mieux inspiré d'assumer plus ouvertement sa casquette d'affilié socialiste et de se présenter, enfin, à des scrutins internes et externes pour forcer ce qui manque cruellement au Parti socialiste depuis plusieurs années : une rénovation venue de l'intérieur, à Liège comme ailleurs. ●